Solidaires

Sud Recherche EPST

BRANCHE CNRS-INRIA

Union syndicale Solidaires

De la fiction à la réalité

Nos craintes se sont avérées.

Comme nous l'indiquions, nous l'espérions alors de manière ironique et provocatrice, dans l'article sur « La Holding CNRS », le découpage de notre organisme est en marche, le statut du chercheur est remis en cause, le comité national vit ses dernières semaines comme les UMR telles que nous les connaissons. La lettre de mission de la Ministre à Catherine Bréchignac trace les contours de notre avenir professionnel et celui-ci n'est pas reluisant.

Nous avons écrit : « Restructuration des laboratoires autour d'un nombre réduit d'unités et cession des autres aux universités. »
Lettre de mission : « …simplification et clarification de la gestion administrative et financière des UMR… », « …limiter à deux le nombre de tutelles scientifiques, l'une à vocation nationale, l'autre locale »

Deux tutelles ?? : 1- Université ; 2- Institut ; 3- CNRS ???? il y'en a déjà une de trop.

Nous avons écrit : « La nouvelle holding a décidé de revoir complètement les activités et l'organisation de l'archaïque service public de la recherche. »
Lettre de mission : « …vous réfléchirez à l'opportunité de substituer aux départements scientifiques actuels une structuration en grands instituts nationaux de recherche… »

A quoi servira le CNRS lorsque ces grands instituts auront vu le jour et réclameront leur autonomie comme le revendique déjà l'IN2P3 ? Plus de politique scientifique, des instituts transformés en agences de moyens et un budget réduit à peau de chagrin face à l'ANR.

Nous avons écrit : « Le CNRS doit choisir une structure d'audit. Les cabinets Comité National et AERES seront mis en concurrence. »
Lettre de mission : «Ceci vous conduira à repenser les missions de vos instances d'évaluation et à les articuler avec celles de l'AERES… »

Pas besoin d'être grand clerc pour savoir qui va l'emporter. C'est bien pour le moins la fin de la mission d'évaluation du Comité National.

Nous avons écrit : « A côté d'employés permanents, la société doit disposer d'un volant très important de personnel temporaire – Le système sclérosant de recrutement actuel sera remplacé par une période d'essai de 8 ans. »
Lettre de mission : « Sans remettre en cause le statut des chercheurs en activité et en maintenant un flux de jeunes chercheurs propres au CNRS, vous rechercherez les moyens de favoriser une plus grande fluidité entre les corps de chercheurs et d'enseignants-chercheurs. »

Si les heureux chercheurs en activité semblent s'en tirer pour cette fois, il n'en sera pas de même pour les futurs recrutés. Les jeunes chercheurs doivent se préparer à empiler les post-docs et autres CDD en tout genre.

Et puis, il faut la lire la lettre avec attention pour trouver la seule référence aux personnels ITA.
Lettre de mission : « Vous aurez également le souci d'une gestion concertée des personnels d'appui à la recherche au sein des unités. »

Dans un lettre où chaque mot est pesé, ce silence n'est pas rassurant.

UN EVENTUEL REMANIEMENT MINISTERIEL POST-MUNICIPALES NE DOIT PAS NOUS DETOURNER DU VRAI DANGER, A SAVOIR LA VOLONTE MANIFESTE DE CE GOUVERNEMENT ET DU PRESIDENT DE FAIRE DU CNRS UNE COQUILLE VIDE AFIN DE MIEUX LE LIQUIDER.
NOTRE MOBILISATION DEVRA ETRE PROPORTIONNELLE AUX ATTAQUES QUE NOUS SUBISSONS.